

Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

La Ciotat, le 24 juin 2016

Objet : Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

Monsieur le Président,

Nous avons lu avec intérêt votre dossier de consultation et notre syndicat souhaite apporter une contribution ciblée sur les enjeux pour la filière de production d'électricité photovoltaïque.

Question 1 : *Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?*

Le Syndicat ENERPLAN salue la volonté de la Commission de Régulation de l'Energie de se saisir par la présente consultation des enjeux liés à l'autoconsommation et à l'autoproduction.

Pourtant, même si la clause de rendez-vous proposée n'était activée qu'en cas de changements importants dans les modes d'utilisation des réseaux et dans les méthodes de dimensionnement de ceux-ci venant mettre en cause l'adéquation de la structure tarifaire avec la réalité des coûts ; elle emporte un risque sérieux pour le bénéfice qu'apporte en principe la possibilité de produire et de consommer soi-même sa propre électricité.

De fait se pose la question des effets rétroactifs d'une telle clause, pour les projets d'autoconsommation, et aussi pour tous les projets raccordés au réseau dotés d'un contrat d'achat ou de complément de rémunération. En effet, les producteurs craignent une évolution de la structure du TURPE qui modifie substantiellement l'économie initiale, celle qui a présidé à la décision d'investir dans un actif de long terme.

Question 2 : *Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?*

Question 3 : *Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?*

Le Syndicat ENERPLAN est favorable au principe du regroupement en BT proposé par ENEDIS. Les adhérents du Syndicat étant très régulièrement au contact des bailleurs sociaux, des gestionnaires d'immeubles ou de zones d'activités, des collectivités locales ou des établissements publics sont particulièrement intéressés par cette réflexion mêlant une approche multi-sites, une « proximité » géographique et une production photovoltaïque décentralisée. Cette réflexion doit constituer un levier important pour la compétitivité de l'électricité produite par des solutions photovoltaïques par des mono-consommateurs multi-sites ou des multi-consommateurs.

Membre actif :



Office franco-allemand pour les énergies renouvelables
Deutsch-französisches Büro für erneuerbare Energien



www.enerplan.asso.fr

Question 34 : « Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ? »

L'autoproduction pour l'autoconsommation d'électricité photovoltaïque transforme le rôle du consommateur, qui demeure importateur d'électricité depuis le réseau tout en étant producteur pour une part de ses besoins, voire même exportateur d'électricité selon la puissance de son installation et son niveau de consommation. Nous validons le constat de la CRE concernant le paiement d'une double composante de gestion, qui nous semble excessif pour les consommateurs autoproducteurs.

C'est pourquoi Enerplan est favorable à la création d'une composante de gestion unique spécifique aux autoproducteurs-consommateurs qui valorisent économiquement leur surplus de production, dont le montant serait plus légèrement plus élevé que celui payé par un consommateur ordinaire.

Cependant, tenant compte des dispositions nouvelles prévues par l'ordonnance autoconsommation, nous souhaitons que les autoproducteurs avec des installations de faible puissance qui injectent leur surplus dans le réseau à titre gracieux ne soient pas redevables de cette composante de gestion unique spécifique aux autoproducteurs. Leur injection étant marginale et cédée gratuitement au gestionnaire du réseau, ces autoproducteurs ne seraient redevables que de la composante de gestion en soutirage.

Question 39 : « Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'uniformiser le mode du financement de l'ensemble des réserves ? »

S'agissant du financement des coûts d'équilibrage du réseau, la filière photovoltaïque est concernée à plusieurs titres et c'est pourquoi le Syndicat ENERPLAN souhaite répondre à la question n°39.

Il convient dans un premier temps de rappeler que certaines centrales photovoltaïques sont en mesure de participer à l'équilibrage du système et sont ouvertes à le faire, sous réserve que les modalités techniques soient clairement définies et que les conséquences économiques d'une telle participation aillent dans le sens d'une rémunération à hauteur de l'effort consenti. Le Syndicat ENERPLAN est donc favorable à ce qu'il soit possible pour des centrales solaires photovoltaïques de participer aux différents mécanismes d'équilibrage, en notant que, s'agissant d'un mécanisme de marché, cette participation d'actifs supplémentaires devrait mécaniquement avoir un effet de baisse des coûts.

Dans un second temps, nous souhaitons préciser que le Syndicat ENERPLAN est fortement défavorable à ce que les coûts d'équilibrage du réseau soient totalement ou partiellement supportés par l'injection, puisque ceci viendrait remettre en question les plans de financement de nos actifs de production, ce qui aurait un effet délétère.

C'est pourquoi le Syndicat ENERPLAN est favorable à la proposition de la CRE de faire porter les différents coûts d'équilibrage à la seule composante de soutirage du TURPE.

Vous remerciant de cette consultation et restant à votre disposition pour préciser nos remarques et nos demandes, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sincères salutations,



Richard Loyen
Délégué Général